

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 21 du 21.05 au 01.06.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Rogozine : L'Otan ne cherche qu'à renverser Kadhafi.

[Les attaques de l'Otan en Libye ne sont pas des victoires.](#)

Hans Köchler : La Résolution 1973 et l'intervention en Libye sont-elles légales ?

Ikram GHIOUA : [L'art de recycler le colonialisme .](#)

Jean-Paul Pougala : [Un Africain dénonce les mensonges de la guerre contre la Libye](#)

Régis Soubrouillard : Après la guerre, gagner la paix.

Plainte contre Sarkozy pour crimes contre l'humanité en Libye?

1 Libye

Politique Libyenne

2 Pays Arabes & voisins

Union Africaine

3 Les alliés (contre la Libye)

4 Les observateurs

Tiré à part :

Rogozine : L'Otan ne cherche qu'à renverser Kadhafi.

24 mai -

L'opération de l'Otan en Libye se résume à la seule tentative de renverser le régime de Mouammar Kadhafi, a déclaré mardi à la chaîne Rossia 24 le représentant permanent de la Russie auprès de l'Alliance, Dmitri Rogozine.

"Ces actions [celles de l'Otan] n'ont pas pour but d'appliquer les résolutions de l'Onu, mais de renverser le régime de Kadhafi, ce qui va à l'encontre des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies", a-t-il affirmé, soulignant qu'un "entretien très difficile aurait visiblement lieu" mercredi, lors de la réunion du Conseil Russie-Otan au niveau des ambassadeurs.

24 mai - RIA Novosti

[Les attaques de l'Otan en Libye ne sont pas des victoires.](#)

La suprématie en matière d'équipements militaires chez des puissances, y compris celles détenant les hautes technologies de défense, ne garantit pas systématiquement la victoire dans une guerre. L'usage des avions intelligents et des drones permet juste d'affaiblir l'adversaire, a tenu à souligner hier à Alger Omar Belbèche, spécialiste en électronique de défense, lors d'une

conférence animée au quotidien Echaâb.

L'invité du quotidien Echaâb, d'origine algérienne et employé dans l'un des plus grands producteurs européens de systèmes militaires de défense dont il n'a pas voulu divulguer le nom pour des raisons de confidentialité, a présenté les nouvelles technologies de guerre, notamment les systèmes électroniques dont sont équipés les avions et autres moyens de combat. Selon cet expert, les armées de terre sont toujours indispensables pour faire face à l'ennemi, même en étant confrontées à une puissance disposant d'avions de dernière génération. Les guerres de libération algérienne et vietnamienne sont des exemples qui collent à cette réalité.

Malgré la suprématie des forces de l'Otan, les militaires algériens et vietnamiens n'ont pas été vaincus, démontrant que la seule arme redoutable demeurera à jamais celle de l'homme.

Cette expérience est vécue aujourd'hui en Libye, où les forces libyennes font face à une armée internationale équipée des dernières technologies.

«L'armée de terre est irremplaçable. Les attaques ciblées menées actuellement par l'Otan sont considérées comme des actions dites chirurgicales visant à détruire des pistes, des avions et des moyens de communications. Dans le domaine militaire, le recours à ce type d'attaque permet juste d'affaiblir l'adversaire. Mais la vraie guerre est celle menée sur le terrain par des troupes au sol», a-t-il expliqué.

Sur ce plan, les forces de l'Otan ne peuvent pas crier victoire en Libye, selon le conférencier, qui ajoute «qu'on ignore à présent les conséquences humaines et matérielles de la guerre en Libye».

L'autre cas qui illustre la limite des équipements militaires sophistiqués, la guerre en Afghanistan, où les troupes de l'ex-Union Soviétique n'ont pas pu faire face aux afghans au même titre que les soldats de 42 pays regroupés sous la bannière de l'OTAN déployés depuis 2001 dans cette région.

«Personne n'est capable aujourd'hui d'estimer les pertes enregistrées par les forces dites internationales en Afghanistan. Les conséquences peuvent être parfois plus graves que les résultats obtenus», a relevé cet expert européen. Installé depuis 43 ans en France,

Omar Belbèche a présenté lors de sa conférence les derniers équipements militaires fabriqués par certains pays de l'Occident, les avions dotés de technologies pouvant détecter des cibles à une distance de 18 000 kilomètres et 10 000 mètres d'altitude grâce à des caméras et appareils qui résistent à des températures inférieures à 30°. Des chars et véhicules blindés sont aussi capables de reconnaître une cible à une distance de 60 kilomètres avec des systèmes de laser et thermiques.

A 20 000 mètres d'altitude, des avions peuvent reconnaître une cible même à l'intérieur d'une maison ou d'une voiture. Ce type d'équipement dit de reconnaissance et d'attaque peut être appliqué aux chasseurs français, américains ou russes.

Grâce à cette technologie, les avions peuvent reconnaître une cible à l'intérieur d'un bunker même s'il est construit avec des murs de 2 mètres d'épaisseur en béton, a tenu à signaler ce chercheur en armement.

Farouk B

25/05

<http://www.letempsdz.com//content/view/57939/145/>

Hans Köchler : La Résolution 1973 et l'intervention en Libye sont-elles légales ?

Il est d'usage de considérer les résolutions du Conseil de sécurité comme sources de droit. Encore faut-il qu'elles se conforment aux principes de la Charte des Nations-Unies. Ce n'est manifestement pas le cas de la résolution 1973 autorisant l'intervention des volontaires de l'OTAN en Libye.

Le 17 mars 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une Résolution dans le but de protéger la population civile dans le conflit interne à la Jamahiriya arabe libyenne. Bien que l'article 27-3 de la Charte des Nations Unies exige l'accord de tous les membres permanents pour toutes les décisions qui ne relèvent pas des questions de procédure, la décision adoptée sans le consentement de la Chine et de la Russie est considérée comme légalement valide puisqu'il est devenu coutumier parmi les membres des Nations Unies de considérer l'abstention comme un consentement.

Pour répondre aux exigences de l'article 39 de la Charte en ce qui concerne l'imposition de mesures coercitives, dont l'usage de la force, le Conseil a établi que la « situation » de conflit interne à la Libye constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales. En violation des dispositions des articles 42 et suivants de la Charte relatifs à la mise en application collective de résolutions par le Conseil lui-même, les paragraphes opérationnels 4 et 8 de la Résolution autorisent tous les Etats membres à prendre au besoin, individuellement ou dans le cadre d'organismes ou d'arrangements régionaux, toutes mesures nécessaires pour protéger la population et faire respecter l'interdiction de tous vols dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne.

Il est évident que la délégation de pouvoirs quasi illimités aux parties et groupes régionaux intéressés, qui est devenue habituelle depuis les Résolutions de 1990/1991 sur la Guerre du Golfe, est incompatible non seulement avec la Charte des Nations Unies mais aussi avec le droit international. Bien que les dispositions des articles 43 et suivants de la Charte concernant la mise à la disposition du Conseil de sécurité de forces armées et de contingents de forces aériennes nationales soient restées lettre morte et que le Comité d'état-major ne soit jamais devenu opérationnel, le Conseil de sécurité ne peut en aucun cas autoriser l'usage de la force dont l'ampleur et la forme sont uniquement à la discrétion des parties qui s'offrent pour intervenir au nom de l'ONU. Les procédures évoquées dans les paragraphes opérationnels de la Résolution 1973 et leur application par les parties intéressées, dont l'OTAN, sont contraires à la doctrine de sécurité collective qui constitue la base des dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies sur plusieurs points importants :

1. La notion de « *toutes mesures nécessaires* » que les Etats membres intéressés sont invités à prendre pour « *protéger les populations civiles* » (§ 4) et « *faire respecter l'interdiction de vol* » (§ 8) est vague ; elle n'a pas été définie. Dans un contexte de politique internationale hégémonique, les termes imprécis sont inévitablement interprétés en fonction des intérêts particuliers des parties intervenantes et ils ne peuvent par conséquent jamais constituer la base d'actions légalement justifiées. Ces termes ont souvent été utilisés comme prétexte à un usage pratiquement illimité de la force.
2. L'absence de définition précise de l'expression « *toutes mesures nécessaires* » empêche d'entrée de jeu d'affirmer la compatibilité des mesures adoptées avec les buts affirmés dans la Résolution. En réalité, cela autorise les Etats et les groupes d'Etats intéressés ainsi que leurs dirigeants politiques et militaires à agir en dehors de tout contrôle et dans une totale impunité.
3. « *Autoriser* » les Etats à prendre « *toutes mesures nécessaires* » pour appliquer une Résolution légalement contraignante est une invitation à exercer un pouvoir arbitraire et arrogant et prive de tout sens les obligations de l'ONU envers le droit international. Le fait que le Conseil de sécurité, en utilisant l'expression « *toutes mesures nécessaires* », ait adopté auparavant la même approche, c'est-à-dire dans la Résolution 678 (de 1990), qui portait sur la situation entre l'Irak et le Koweït, ne justifie pas l'action actuelle dans le conflit interne à la Libye.
4. L'interprétation de l'expression « *toutes mesures nécessaires* » par deux membres importants du gouvernement britannique peu après l'adoption de la Résolution est une preuve des problèmes suscités par l'emploi de termes non définis et en particulier des abus de pouvoir qu'il invite à commettre. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères ont tous les deux explicitement exclu le fait de tuer le dirigeant libyen des mesures « *possibles* » autorisées par la Résolution. Bien qu'ils n'aient pas repris cette idée dans des déclarations ultérieures et que le Premier ministre britannique n'ait pas adhéré à cette interprétation de « *toutes mesures nécessaires* », la boîte de Pandore est maintenant ouverte.
5. Le Premier ministre de la Fédération de Russie a très justement qualifié la Résolution de « *défectueuse* » et d'« *imparfaite* » dans la mesure où elle permet « *n'importe quoi* » et ressemble à un « *appel médiéval à la croisade* ». Bien que ce jugement puisse paraître choquant aux gardiens attitrés de l'humanité et représentants de la « *communauté internationale* », la procédure par laquelle les dirigeants d'un pays sont déclarés hors-la-loi internationaux et chaque Etat ou groupe régional est invité à se joindre au combat comme il l'entend ressemble effectivement à l'esprit des croisades. Or les déclarations de guerre médiévales n'ont rien à faire en droit international moderne. La justice expéditive et la mêlée générale humanitaire sont des éléments anarchiques qui appartiennent au système prémoderne des puissances impériales qui existait avant l'abrogation du jus ad bellum.
6. Dans le cadre des mesures d'application du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui comprennent l'usage de la force, l'expression « *toutes mesures nécessaires* » invite effectivement les membres autoproclamés d'une « *coalition de volontaires* » à agir de manière unilatérale. C'est quelque chose qui non seulement subvertit mais pervertit la logique de sécurité collective des Nations Unies au service d'une politique impérialiste masquée derrière des motifs humanitaires comme ceux proclamés à l'aide du slogan « *responsabilité de protéger* » (qui désigne un ensemble de principes adoptés en 2005 par l'Assemblée générale des Nations Unies) qui semble avoir remplacé celui, antérieur, d'« *intervention humanitaire* ».
7. L'interdiction stipulée à l'article 4-2 de la Charte aura perdu tout son sens si, au moyen d'une Résolution en rapport avec le chapitre VII, tout Etat membre peut réellement recourir à la force pour poursuivre un but abstrait de manière unilatérale et sans aucun contrôle.
8. L'objectif déclaré de « *protection des populations civiles* » a été appliqué par les Etats membres intéressés, avant tout par les anciennes puissances coloniales d'Afrique du Nord, en collaboration avec les Etats-Unis, de telle manière qu'il a fait encore davantage de victimes parmi les civils innocents.
9. Contrairement à l'objet du chapitre VII de la Charte, l'application de la Résolution 1973 par les parties intéressées a augmenté la menace à l'endroit de la sécurité internationale au lieu de la réduire. Ce qui était essentiellement un conflit interne résultant d'un soulèvement armé est devenu un conflit international. En intervenant dans un conflit interne aux côtés d'une seule partie, les Etats qui se sont chargés d'appliquer la Résolution, individuellement et au travers de l'OTAN, ont attisé le conflit et provoqué une situation qui pourrait conduire à une désintégration de la Libye, avec la perspective d'une instabilité à long terme dans toute la région nord-africaine et méditerranéenne.
10. La participation de l'OTAN en tant que coordinatrice de l'application de l'interdiction de vol et, finalement, de toutes les opérations militaires en Libye, a encore compliqué la dimension internationale du conflit. L'OTAN est un pacte de défense mutuelle d'Etats européens ainsi que de la Turquie et des Etats-Unis. Même sous couvert de « *gestion des crises* » et de nobles motifs humanitaires, les opérations d'agression en Afrique du Nord – en dehors de la zone du Traité – continuent d'être une menace pour la paix et la sécurité. La participation de l'OTAN en tant qu'organisation régionale, bien qu'elle ne représente pas la région nord-africaine, témoigne également des dangers que constitue la formule d'autorisation générale de la Résolution 1973. Il est certain que l'OTAN représente un éventail d'intérêts totalement différents de ceux de la région concernée. Au vu de sa composition et de ses objectifs politiques, l'OTAN n'a absolument pas à agir en tant qu'exécutant exclusif des Résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec le chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

11. En décidant de « *protéger les populations civiles* » en Libye alors qu'il ne l'a pas fait dans des situations comparables au Bahreïn et au Yémen, le Conseil de sécurité a manifestement choisi une politique de deux poids deux mesures qui semble déterminée par les intérêts stratégiques et économiques des pays participants.

12. Avec une extrême hypocrisie, les pays participants dissimulent leurs intérêts évidents derrière l'objectif humanitaire affirmé dans la Résolution 1973. Sous couvert de « *responsabilité de protéger* » invoquée par le Secrétaire général des Nations Unies comme justification de la Résolution, un usage vraiment unilatéral de la force a été décidé qui équivaut à des mesures militaires qui, en tant qu'acte de guerre aux côtés d'une seule des parties à un conflit interne, dépassent considérablement l'objectif affirmé et sont appliquées dans une totale impunité et sans contrôle suffisant. Avec son expression « *toutes mesures nécessaires* » figurant dans la Résolution 678 (de 1990), le Conseil de sécurité s'est mué en simple spectateur. A cause de la disposition de l'article 27-3 de la Charte des Nations Unies concernant les votes, l'autorisation ne peut pas être annulée sans l'approbation des membres permanents qui ont réussi à l'introduire dans la Résolution.

13. Il faut rappeler que le paragraphe opérationnel no 6 de la Résolution 1970 (de 2011) par laquelle le Conseil de sécurité a soumis la situation en Libye à la Cour pénale internationale (CPI) fournit une sorte d'« *immunité préventive* » à tous les responsables et exécutants qui interviennent militairement en Libye – pays qui n'est pas partie aux Statuts de Rome – dans la mesure où leurs ressortissants, en dépit de la décision de l'article 13-b des Statuts, ne seront pas assujettis à la juridiction de la CPI. Cette approche qui revient à amender des Statuts en ce qui concerne sa juridiction territoriale, procédure à laquelle le Conseil de sécurité n'est pas habilité, révèle à nouveau la prédominance des considérations politiques sur celles de justice et de droits humains.

14. En lien avec la tendance du Conseil de sécurité, depuis la fin de la guerre froide, à s'arroger des pouvoirs que la Charte ne lui donne pas et à élargir son mandat en tant qu'« *administrateur de la justice* », la Résolution 1973 semble avoir encore étendu la portée de l'action sur la base du chapitre VII de la Charte au point d'inclure la protection des populations civiles dans des situations de conflit interne. Cependant, si le Conseil de sécurité aspire à appliquer le droit et à arbitrer les conflits internes, il devra respecter les principes fondamentaux du droit, et avant tout l'interdiction de l'arbitraire dans l'application de la loi. Tant qu'il encouragera des Etats membres à agir selon leur bon vouloir, les autorisant à servir leurs intérêts nationaux au prétexte d'agir au nom des Nations Unies, les pratiques du Conseil de sécurité représenteront une menace pour la paix et la sécurité internationales.

15. Etant donné les contradictions résultant de l'autorisation d'appliquer « *toutes mesures nécessaires* » contenue dans les Résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec le chapitre VII de la Charte des Nations Unies, contradictions qui mettent en cause la légitimité de l'ONU en tant qu'agent de sécurité collective, les Etats membres de l'Assemblée générale des Nations Unies devraient envisager de solliciter un avis consultatif de la Cour internationale de justice conformément à l'article 96-1 de la Charte.

Hans Köchler

Professeur de philosophie, président de l'International Progress Organization.

Source : Horizons et débats (Suisse)

<http://www.voltairenet.org/article170113.html>

Ikram GHIOUA : L'art de recycler le colonialisme .

Des chefs d'Etat qui souriaient sur le perron de l'Elysée deviennent de sombres dictateurs, et des terroristes mutent en héroïques insurgés: tout se fabrique par l'image.

Avec la grande complicité de certaines monarchies du Golfe, les Occidentaux semblent bien déterminés à «liquider» El Gueddafi. Cela évidemment, pour le remplacer par un dirigeant plus docile qui placera la Libye et ses richesses pétrolières au service exclusif des Occidentaux. Dans une contribution récente consacrée à ce sujet brûlant, Mokhtar Sakhri, spécialiste des questions arabes et journaliste auteur de nombreux ouvrages, tente de percer les secrets de la stratégie occidentale vis-à-vis du cas libyen. «La guerre de Libye n'est pas la guerre d'Espagne. Et les insurgés, barbus et armés de mitrailleurs, de lance-roquettes et de mortiers montés sur pick-up, ne sont pas des idéalistes rêvant de Liberté et de Démocratie.»

Ces concepts, qu'ils invoquent devant les caméras de télévision, ne les intéressent que dans la mesure où ils peuvent porter à l'instauration d'un Etat théocratique fondé sur la charia. Quant à la résolution 1973, elle n'est qu'une hypocrisie occidentale de plus. Prétendument votée pour protéger les civils, elle sert en fait les intérêts des ex-puissances coloniales qui utilisent l'Otan pour dicter leur volonté au peuple libyen par la terreur des «frappes aériennes». N'ayant pas, apparemment, tiré les conclusions des génocides afghan et irakien, ces puissances s'efforcent de se présenter sous les apparences de sauveurs de la démocratie. Cette même démocratie mise à mal et presque à genoux dans leur propre pays. Cela sous le poids des frasques débridées d'une classe politique sans idéaux, à l'image de la France dont la diplomatie se laisse manipuler par le gourou en chef du sionisme revu et corrigé, Bernard Henri Levy. Ce philosophe autoproclamé se rend à Benghazi on ne sait au nom de qui. En revanche, M.Levy n'a pas réagi lorsqu'il a appris qu'à la tête des insurgés libyens il y avait un certain Abdelkrim El Hassadi, ancien d'Afghanistan et actuellement émir de Derna, cette localité d'où partent quotidiennement des quantités d'armes et de munitions en direction du Ténééré.

«Ces drôles de révolutionnaires, apparemment surgis du néant, sont en fait pour la plupart, d'anciens opposants

qui attendaient leur heure et le moment propice pour relancer la révolte islamique déclenchée dans les années 1990. En fait, il s'agit de salafistes, qui se sont affiliés entre-temps à Al Qaïda au Maghreb, et qui appartenaient à différents groupes tels que les Partisans d'Allah ou le Mouvement islamique des martyrs auxquels s'étaient joints des militaires insoumis», note avec une grande pertinence le journaliste Mokhtar Sakhri. Qui sont-ils, ces dirigeants du CNT auxquels la France accorde curieusement un crédit qui dépasse toutes les règles traditionnellement admises par les protocoles diplomatiques en vigueur? Par quel subterfuge l'Occident et à sa tête la France leur ont permis de s'emparer d'armes lourdes et de décréter l'état de guerre dans un pays qui n'était confronté ni à une crise sociale latente, ni à la famine? A quels desseins, Al Jazeera a-t-elle diffusé un reportage montrant des insurgés en train de rassembler des pièces hétéroclites en vue de les utiliser comme des armes artisanales? L'opinion publique arabe est-elle dupe à ce point pour croire que des rebelles sont réellement en manque d'armement face aux soldats d'El Gueddafi? A ce niveau de manipulation, il faut dire qu'Al Jazeera rejoint la position défendue par Sarkozy, Bernard Henri Levy et le Premier ministre britannique, David Cameron. Il importe peu si une dictature va s'emparer du pouvoir à Tripoli, l'essentiel est que les ressources du sous-sol libyen soient sous tutelle occidentale. «Ce n'est point ce que redoutent les têtes pensantes de la coalition occidentale qui ne songe quant à elle, qu'à renforcer un CNT et des insurgés qu'elle a pris sous son aile sans prendre en considération le fait que 2000 chefs de tribu libyens ont exprimé leur soutien à El Gueddafi.» Ignorant et méprisant cette autre réalité, les gouvernants occidentaux, relayés par certains médias auxquels Al Jazeera donne le «la», désirent visiblement la punir en la jetant en pâture «à quelque 3000 rebelles armés et qui refusent obstinément de prendre en compte la solution pacifique proposée par l'Union africaine», souligne l'auteur cité dans cet article. Une donne qui semble échapper pour le moment à certains stratèges: et si les partisans d'El Gueddafi, et ils se comptent par centaines de milliers, prennent les armes et décident d'en finir avec les émirs de Derna et de Benghazi? C'est un véritable génocide qui s'annonce en perspective. Les Occidentaux se chargeront de trouver le responsable qu'ils pourchasseront jusqu'à ce qu'il soit capturé et exposé et l'image de sa dépouille défilera en boucle sur la Al Jazeera qui aura bien sûr, l'exclusivité du scoop.

Ikram GHIOUA

30/05/2011

<http://www.lexpressiondz.com/article/2/2011-05-30/89882.html>

Jean-Paul Pougala : Un Africain dénonce les mensonges de la guerre contre la Libye

A- LES VRAIES RAISONS DE LA GUERRE EN LIBYE

1- Premier satellite Africain RASCOM 1

C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX.

L'histoire démarre en 1992 lorsque 45 pays africains créent la société *RASCOM* pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an.

Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ?

Ainsi, la *Banque Mondiale*, le *FMI*, les USA, l'Union Européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant 14 ans. C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire ; le guide Libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire.

Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, Sud-Africain, Nigérian, Angolais, Algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010.

Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût 10 fois inférieur, un vrai défi. Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent.

La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique.

2- Fond Monétaire, Africain Banque Centrale Africaine, Banque Africaine Des Investissements

Les 30 milliards de dollars saisis par M. Obama appartiennent à la Banque Centrale Libyenne et prévu pour la contribution libyenne à la finalisation de la fédération africaine à travers 3 projets phare :

* la Banque Africaine d'Investissement à Syrte en Libye,

* la création dès ce 2011 du Fond Monétaire Africain avec un capital de 42 milliards de dollars avec Yaoundé pour siège,

* la Banque Centrale Africaine avec le siège à Abuja au Nigeria dont la première émission de la monnaie africaine signera la fin du Franc CFA grâce auquel Paris a la main mise sur certains pays africains depuis 50 ans.

On comprend dès lors et encore une fois la rage de Paris contre Kadhafi. Le Fond Monétaire Africain doit remplacer en tout et pour tout les activités sur le sol africain du Fond Monétaire International qui avec seulement 25 milliards de dollars de capital a pu mettre à genoux tout un continent avec des privatisations discutables, comme le fait d'obliger les pays africains à passer d'un monopole public vers un monopole privé. Ce sont les mêmes pays occidentaux qui ont frappés à la porte pour être eux aussi membres du Fond Monétaire africain et c'est à l'unanimité que le 16-17 décembre 2010 à Yaoundé les Africains ont repoussé cette convoitise, instituant que seuls les pays africains seront membres de ce FMA.

Il est donc évident qu'après la Libye la coalition occidentale déclarera sa prochaine guerre à l'Algérie, parce qu'en plus des ses ressources énergétiques énormes, ce pays a une réserve monétaire de 150 milliards d'Euros. Ce qui devient la convoitise de tous les pays qui bombardent la Libye et qui ont tous quelque chose en commun, ils sont tous financièrement en quasi faillite, les USA à eux seuls ont 14.000 Milliards de dollars de dettes, La France, la Grande-Bretagne et l'Italie ont chacun environ 2.000 milliards de dettes publiques alors que les 46 pays d'Afrique Noire ont au total moins de 400 milliards de dollars de dettes publiques. Créer des fausses guerres en Afrique dans l'espoir de trouver de l'oxygène pour continuer leur apnée économique qui ne fait que s'empirer ne fera qu'enfoncer les Occidentaux dans leur déclin qui a pris son envol en 1884, lors de la fameuse Conférence de Berlin.

Car comme l'avait prédit l'économiste Américain Adams Smith en 1865, dans son soutien à Abraham Lincoln pour l'abolition de l'esclavage, « *l'économie de tout pays qui pratique l'esclavage des noirs est en train d'amorcer une descente vers l'enfer qui sera rude le jour où les autres nations vont se réveiller* ».

3- Unions régionales comme frein à la création des Etats-Unis d'Afrique

Pour déstabiliser et détruire l'union Africaine qui va dangereusement (*pour l'Occident*) vers les Etats-Unis d'Afrique avec la main de maître de Kadhafi, l'Union Européenne a d'abord tenté sans y parvenir la carte de la création de l'UPM (*Union Pour la Méditerranée*) Il fallait à tout prix couper l'Afrique du Nord du reste de l'Afrique en mettant en avant les mêmes thèses racistes du 18-19ème siècle selon lesquelles les populations africaines d'origine Arabes seraient plus évoluées, plus civilisées que le reste du continent.

Cela a échoué parce que Kadhafi a refusé d'y aller. Il a compris très vite le jeu à partir du moment où on parlait de la Méditerranée en associant quelques pays africains sans en informer l'Union Africaine, mais en y invitant tous les 27 pays de l'Union Européenne. L'UPM sans le principal moteur de la fédération africaine était foirée avant même de commencer, un mort – né avec Sarkozy comme Président et Moubarak, le vice-président. Ce que Alain Juppé tente de relancer, tout en misant sur la chute de Kadhafi, bien sur. Ce que les dirigeants Africains ne comprennent pas est que tant que ce sera l'Union Européennes à financer l'Union Africaine, on sera toujours au point de départ, car dans ces conditions, il n'y aura pas d'effective indépendance.

C'est dans le même sens que l'Union Européenne a encouragé et financé les regroupements régionaux en Afrique. Il était évident que la CEDEAO qui a une Ambassade à Bruxelles et qui tire l'essentiel de son financement de l'UE, est un obstacle majeur contre la fédération africaine. C'est ce que Lincoln avait combattu dans la guerre de sécession aux Etats-Unis, parce qu'à partir du moment où un groupe de pays se retrouvent autour d'une organisation politique régionale, cela ne peut que fragiliser l'organe central.

C'est ce que l'Europe voulait et c'est ce que les Africains n'ont pas compris en créant coup sur coup, la COMESA, l'UDEAC, la SADC et le *Grand Maghreb* qui n'a jamais fonctionné encore une fois grâce à Kadhafi qui lui l'avait très bien compris.

4- Kadhafi, l'Africain qui a permis de laver l'humiliation de l'apartheid

Kadhafi est dans le cœur de presque tous les Africains comme un homme très généreux et humaniste pour son soutien désintéressé à la bataille contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Si Kadhafi avait été un homme égoïste, rien ne l'obligeait à attirer sur lui les foudres des occidentaux pour soutenir financièrement et militairement l'ANC dans sa bataille contre l'apartheid. C'est pour cela que à peine libéré de ses 27 ans de prisons, Mandela décide d'aller rompre l'embargo des Nations Unis contre la Libye le 23 Octobre 1997.

A cause de cet embargo même aérien, depuis 5 longues années aucun avion ne pouvait atterrir en Libye. Pour y arriver, Il fallait prendre un avion pour la Tunisie ; arriver à Djerba et continuer en voiture pendant 5 heures pour Ben Gardane, passer la frontière et remonter en 3 heures de route par le désert jusqu'à Tripoli. Ou alors, passer par Malte et faire la traversée de nuit, sur des bateaux mal entretenus jusqu'à la côte libyenne.

Un calvaire pour tout un peuple, juste pour punir un seul homme. Mandela décida de rompre cette injustice et répondant à l'ex Président Américain Bill Clinton, qui avait jugé cette visite « *malvenue* », il s'insurgea : « *Aucun Etat ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun Etat ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire* ». Il ajouta : « *ceux-là qui hier étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi, ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier* ». En effet, pour l'Occident, les racistes d'Afrique du Sud étaient leurs frères qu'il fallait protéger.

C'est pour cela que tous les membres de l'ANC étaient considérés des dangereux terroristes, y compris Nelson Mandela. Il faudra attendre le 2 Juillet 2008, pour que le Congrès Américain vote une loi pour rayer le nom de Nelson Mandela et de ses camarades de l'ANC de cette liste « noire », pas parce qu'ils ont compris la bêtise d'une telle liste, mais parce qu'on voulait faire un geste pour les 90 ans de Nelson Mandela. Si les Occidentaux sont aujourd'hui repentis de leur soutien d'hier aux ennemis de Mandela et sont vraiment sincères lorsqu'on lui donne des noms de rue et de places, comment continuer à faire la guerre à celui qui a permis la victoire de Mandela et son peuple, Kadhafi ?

B- CEUX QUI VEULENT EXPORTER LA DEMOCRATIE SONT-ILS DES DEMOCRATES ?

Et si la Libye de Kadhafi était plus démocratique que les USA, la France, la Grande Bretagne et tous ceux qui font la guerre pour exporter la démocratie en Libye ?

Le 19 Mars 2003, le Président Georges Bush lance les bombes sur la tête des Iraquiens avec le prétexte d'y exporter la démocratie. Le 19 Mars 2011, c'est-à-dire 8 ans plus tard et jour pour jour, c'est le Président Français qui lance ses bombes sur la tête des Libyens avec le même prétexte de leur offrir la démocratie. Monsieur Obama, Prix Nobel de la Paix 2009 et président des Etats Unis d'Amérique, pour justifier qu'il procède à un déferlement de missiles Cruise de ses sous-marins sur la tête des Libyens a dit que c'était pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir et y instaurer la démocratie.

La question que tout être humain doté de la moindre capacité intellectuel de jugement et d'appréciation ne peut s'empêcher de se poser est : ces pays comme la France, l'Angleterre, les USA, l'Italie, la Norvège, le Danemark, la Pologne dont la légitimité pour aller bombarder les Libyens se base sur le seul fait de s'être autoproclamés « pays démocratiques » sont-ils réellement démocratiques ? Si oui, sont-ils plus démocratiques que la Libye de Kadhafi ? La réponse, sans équivoque est NON, pour la simple et bonne raison que la démocratie n'existe pas.

Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais celui-là même dont la ville natale, Genève abrite l'essentiel du commandement des Nations Unies. Il s'agit bien entendu de Jean-Jacques Rousseau né à Genève en 1712 qui affirme dans le chapitre IV du Livre III de son très célèbre « *Contrat Social* » que : « *il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais* ».

Pour qu'un état soit véritablement démocratique Rousseau pose 4 conditions selon lesquelles la Libye de Kadhafi est même de loin plus démocratique que les Etats-Unis d'Amérique, la France et tous les autres qui prétendent lui exporter la démocratie à savoir :

1- Dimension de l'Etat : plus un état est grand, moins il peut être démocratique, pour Rousseau l'Etat doit être très petit pour que le peuple soit facile à rassembler et que chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres. Avant donc de faire voter les gens, il faut s'assurer que chacun connaisse tous les autres sans quoi voter pour voter est un acte dénué de tout fondement démocratique, c'est un simulacre de démocratie pour élire un dictateur.

La structure de l'organisation de l'Etat Libyen se fonde sur une base tribale qui regroupe par définition le peuple en de petites entités. Le sentiment démocratique est plus présent dans une tribu, dans un village que dans une grande Nation, parce que le fait que tout le monde se connaisse et que la vie tourne autour des mêmes points communs apporte une sorte d'autorégulation, d'autocensure même pour peser à chaque instant, la réaction ou la contre-réaction des autres membres pour ou contre les opinions qu'on peut avoir.

Sous cet angle, c'est la Libye qui répond le mieux aux exigences de Rousseau, ce qu'on ne peut pas dire de même pour les Etats-Unis d'Amérique, la France ou la Grande Bretagne, des sociétés fortement urbanisées où la majorité des voisins ne se disent même pas bonjour et donc ne se connaissent pas, même vivant cote à cote pendant 20 ans.

Dans ces pays, on est passé directement à l'étape suivante : « *le vote* » qu'on a malignement sanctifié afin de faire oublier que ce vote est inutile à partir du moment où je m'exprime sur l'avenir d'une nation sans en connaître ses membres. On est ainsi arrivé jusqu'à la bêtise du vote des citoyens vivant à l'étranger. Se connaître et se parler est la condition essentielle de la communication pour le débat démocratique qui précède toute élection.

2- Il faut la simplicité des mœurs et des comportements pour éviter que l'on passe l'essentiel du temps à parler de justice, de tribunal pour trouver des solutions aux multitudes querelles d'intérêts divers qu'une société trop complexe fait naître naturellement. Les Occidentaux se dé finissent comme des pays civilisés, donc aux mœurs complexes et la Libye comme pays dit primitif, c'est-à-dire aux mœurs simples. Sous cet angle, encore une fois, c'est la Libye qui répondrait mieux aux critères démocratiques de Rousseau que tous ceux qui prétendent lui donner des leçons de démocratie.

Dans une société complexe, les trop nombreux conflits sont résolus par la loi du plus fort, puisque celui qui est riche évite la prison parce qu'il peut se permettre un meilleur avocat et surtout, orienter l'appareil répressif de l'état contre celui qui vole une banane dans un supermarché, plutôt que le délinquant financier qui fait crouler une banque. Dans une ville comme New York où 75% de la population est blanche, 80% des postes de cadres sont occupés par des Blancs et ils ne sont que 20% des personnes en prison.

3- L'égalité dans les rangs et dans les fortunes. Il suffit de voir le classement *FORBES 2010* pour voir quels sont les noms des personnes les plus riches de chacun des pays qui jette la bombe sur la tête des Libyens et voir la différence avec le salaire le plus bas dans chacun des pays et faire de même pour la Libye pour comprendre qu'en matière de redistribution de la richesse du pays, c'est à la Libye d'exporter son savoir faire à ceux qui la combattent et non le contraire. Même sous cet angle, selon Rousseau, la Libye serait plus démocratique que ceux qui veulent pompeusement lui exporter la prétendue démocratie. Aux Etats-Unis 5% de la population possèdent 60% de la richesse nationale. C'est le pays le plus déséquilibré, le plus inégal du monde.

4- Pas de luxe. Pour Rousseau pour qu'il y ait la démocratie dans un pays, il ne faut pas qu'il y ait de luxe parce que selon lui, le luxe rend nécessaire la richesse et cette dernière devient la vertu, l'objectif à atteindre à tout prix et non le bonheur du peuple, « le luxe corrompt à la fois le riche et le pauvre, l'un par la possession, l'autre par la convoitise ; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité ; il ôte à l'Etat tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l'opinion ». Y a-t-il plus de luxe en France ou en Libye ? Ce rapport d'asservissement des employés qui sont poussés jusqu'au suicide les employés mêmes des entreprises publiques ou semi-publique, pour des raisons de rentabilité et donc de possession de luxe d'une des parties est-il plus criant en Libye ou en Occident ?

Le sociologue Américain C. Wright Mills a décrit en 1956 la démocratie américaine comme « *la dictature des élites* ». Selon Mills, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas une démocratie parce qu'en définitive, c'est l'argent qui y parle dans les élections et non le peuple. Le résultat de chaque élection y est l'expression de la voix de l'argent et non la voix du peuple. Après Bush-père et Bush-fils, pour les primaires républicaines de 2012, on parle déjà de Bush-benjamin.

En plus, si le pouvoir politique se base sur la bureaucratie, Max Weber fait remarquer qu'il y a 43 millions de fonctionnaires et militaires aux Etats-Unis qui commandent effectivement le pays, mais qui n'ont été votés par personne et qui ne répondent pas directement au peuple de leurs activités. Une seule personne (*un riche*) est donc votée mais le vrai pouvoir sur le terrain est tenue par une seule caste de riches qui ne résulte purement et simplement que de nominations comme les ambassadeurs, les généraux de l'armée etc...

Combien de personnes dans les pays autoproclamés « *démocratiques* » savent qu'au Pérou la constitution interdit un deuxième mandat consécutif au président de la république sortant ?

Combien de personnes savent qu'au Guatemala, non seulement le président sortant ne doit plus jamais se présenter comme candidat à cette fonction, mais qu'en plus à aucun degré de parenté, aucun membre de sa famille ne pourra plus prétendre à cette fonction ?

Combien savent que le Rwanda est le pays qui intègre politiquement le mieux les femmes au monde avec 49% de parlementaires femmes ?

Combien savent que dans le classement de la CIA 2007, sur 10 pays les mieux gérés au monde, 4 sont Africains ? Avec la palme d'or à la Guinée équatoriale dont la dette publique ne représente que 1,14% de son PIB.

La guerre civile, les révoltes, les rebellions sont les ingrédients d'un début de démocratie soutient Rousseau. Parce que la démocratie n'est pas une fin, mais un processus permanent pour réaffirmer les droits naturels des humains que dans tous les pays du monde (*sans exception*) une poignée d'hommes et de femmes, confisquant le pouvoir du peuple, l'orientent pour se maintenir aux affaires. On trouve ici et là des formes de castes qui usurpent le mot « *démocratie* » qui doit être cet idéal vers lequel tendre et non un label à s'approprier ou un refrain à vanter parce qu'on est juste capable de crier plus fort que les autres. Si un pays est calme comme la France ou les Etats-Unis, c'est-à-dire sans aucune révolte, pour Rousseau cela veut tout simplement dire que le système dictatorial est suffisamment répressif pour empêcher toute tentative de rébellion. Si les Libyens se révoltent, ce n'est pas une mauvaise chose. C'est prétendre que les peuples acceptent stoïquement le système qui les opprime partout dans le monde sans réagir qui est très mauvais. Et Rousseau de conclure : « *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium* -traduction : *S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes* ». Dire qu'on tue les Libyens pour leur bien est un leurre.

C- QUELLES LECONS POUR L'AFRIQUE ?

Après 500 ans de relations de dominateur et de dominé avec l'Occident, il est dès lors prouvé que nous n'avons pas les mêmes critères pour définir le bon et le méchant. Nous avons des intérêts profondément divergents. Comment ne pas déplorer le Oui de 3 pays africains au sud du Sahara, Nigeria, Afrique du Sud et Gabon pour la résolution 1973 inaugurant la nouvelle forme de colonisation baptisée « *protection des peuples* », validant la théorie raciste que les Européens véhiculent depuis le 18ème siècle selon laquelle l'Afrique du Nord n'a rien à partager avec l'Afrique Subsaharienne, l'Afrique du nord serait ainsi plus évoluée, plus cultivée et plus civilisée que le reste de l'Afrique. Tout se passe comme si la Tunisie, l'Egypte, la Libye, l'Algérie ne faisaient pas partie de l'Afrique. Même les Nations Unies semblent ignorer la légitimité de l'Union Africaine sur ses états membres.

L'objectif est d'isoler les pays d'Afrique subsaharienne afin de mieux les fragiliser et les tenir sous contrôle. En effet, dans le capital du nouveau Fond Monétaire Africain (FMA), l'Algérie avec 16 milliards de dollars et la Libye avec 10 milliards de dollars contribuent à eux tous seuls pour près de 62% du capital qui est de 42 milliards de Dollars. Le premier pays d'Afrique subsaharienne et les plus peuplés, le Nigeria suivi de l'Afrique du Sud arrivent très loin derrière avec 3 milliards de dollars chacun.

C'est très inquiétant de constater que pour la première fois de l'histoire des Nations Unies, on a déclaré la guerre à un peuple sans avoir exploré au préalable la moindre piste pacifique pour solutionner le problème.

Tous les 50 pays africains doivent quitter les Nations Unies.

L'Afrique a-t-elle encore sa place dans une telle organisation ? Le Nigeria et l'Afrique du Sud sont disposés à voter OUI à tout ce que l'Occident demande, parce qu'ils croient naïvement aux promesses des uns et des autres de leur donner une place de membre permanent au Conseil de Sécurité avec le même droit de veto. Ils oublient tous les deux que la France n'a aucun pouvoir de leur attribuer le moindre poste. Si elle l'avait, il y a belle lurette que Mitterrand l'aurait faite pour l'Allemagne de Helmut Kohl. La réforme des Nations Unies n'est pas à l'ordre du jour. La seule manière de compter, est la méthode chinoise : tous les 50 pays africains doivent quitter les Nations

Unies. Et s'ils doivent y retourner un jour, ne le faire que s'ils ont obtenu ce qu'ils demandent depuis longtemps, un poste pour toute la fédération africaine, sinon rien.

Cette méthode de la non-violence est la seule arme de justice dont disposent les pauvres et les faibles que nous sommes. Nous devons tout simplement quitter les Nations Unies, car cette organisation de par sa configuration, de par sa hiérarchie est aux services des plus forts.

Nous devons quitter les Nations Unies afin de marquer notre réprobation de cette conception du monde basée uniquement sur l'écrasement du plus faible.

Tout au moins ils seront libres de continuer de le faire, mais pas avec notre signature, pas en rappelant que nous sommes d'accord alors qu'ils savent très bien qu'ils ne nous ont jamais interrogés. Et même quand nous avons donné notre propre point de vue, comme la rencontre de samedi 19/3 à Nouakchott avec la déclaration sur la contrariété à l'action militaire, ceci a été passé tout simplement sous silence pour aller accomplir le forfait de bombardier le peuple africain.

Ce qui arrive aujourd'hui est le scénario déjà vu auparavant avec la Chine. Aujourd'hui, on reconnaît le gouvernement Ouattara, on reconnaît le gouvernement des insurgés en Libye. C'est ce qui s'est passé à la fin de la deuxième guerre mondiale avec la Chine. La soit disante communauté internationale avait choisi Taiwan comme unique représentant du peuple Chinois en lieu de place de la Chine de Mao.

Il faudra attendre 26 ans, c'est-à-dire le 25 octobre 1971 avec la résolution 2758 que tous les Africains devraient lire, pour mettre fin à la bêtise humaine.

La Chine est admise, sauf qu'elle a prétendu et obtenue d'être membre permanent avec droit de veto, si non elle n'entre pas. Cette exigence satisfaite et la résolution d'admission entrée en vigueur, il faudra attendre un an pour que le 29 septembre 1972, le Ministre Chinois des Affaires Etrangères donne sa réponse avec une lettre au Secrétaire Général des Nations Unies pas pour dire Oui ou Merci, mais pour faire des mises au point, en garantie de sa dignité et de sa respectabilité.

Qu'est-ce que l'Afrique espère obtenir des Nations Unies sans poser un acte fort pour se faire respecter ? On a vu en Cote d'Ivoire un fonctionnaire des Nations Unies se considérer au dessus d'une institution constitutionnelle de ce pays. Nous sommes entrés dans cette organisation en acceptant d'être des serfs et croire que nous serons invités à table pour manger avec les autres dans les plats que nous avons lavés est tout simplement crédule, pire, stupide.

Quand l'UA reconnaît la victoire de Ouattara sans même tenir compte des conclusions contraires de ses propres observateurs envoyés sur le terrain, juste pour faire plaisir à nos anciens maîtres, comment peut-on nous respecter ? Lorsque le président Sud-Africain Zuma déclare que Ouattara n'a pas gagné les élections et change à 180° après un tour à Paris, on peut se demander ce que valent ces dirigeants qui représentent et parlent au nom de 1 milliard d'Africains.

La force et la vraie liberté de l'Afrique viendront de sa capacité à poser des actes réfléchis et en assumer les conséquences. La dignité et la respectabilité ont un prix. Sommes-nous disposés à le payer ? Si non, notre place reste à la cuisine, aux toilettes pour garantir le confort des autres.

Jean-Paul Pougala

* Jean-Paul Pougala est un écrivain d'origine camerounaise, directeur de l'Institut d'Etudes Géostratégiques et professeur de sociologie à l'Université de la Diplomatie de

Genève le 28/03/2011

. Contact : Jean-Paul Pougala – pougala@gmail.com

Régis Soubrouillard : Après la guerre, gagner la paix.

Après deux mois d'engagements en Libye, français et britanniques ont pris la décision d'intensifier les frappes en Libye. Si l'essentiel des forces aériennes de Kadhafi ont été détruites, d'après un rapport de l'Otan, les troupes de choc du régime restent opérationnelles. Les inconnues sont encore plus nombreuses en ce qui concerne l'après-guerre, l'évolution démocratique forcément incertaine sera autrement plus longue et coûteuse pour le pays.

Pas question d'évoquer un quelconque « enlèvement » en Libye, Paris entend néanmoins « faire bouger les lignes ». Le 19 mars dernier, la France fut la première à mener des frappes aériennes dans l'est de la Libye. Aujourd'hui, Paris envoie des hélicoptères d'attaque en Libye. Intervenant au plus près des combats, ils devraient permettre de limiter les dégâts collatéraux particulièrement en ville, et de soutenir plus efficacement les rebelles et surtout de se rapprocher toujours plus près du sol.

Un constat s'impose : selon une évaluation du renseignement militaire américain dévoilée par la [lettre Intelligence online](#), les troupes de Kadhafi n'ont guère été ébranlées par le pilonnage en règle de l'OTAN, **60% du potentiel de l'armée libyenne « était opérationnel à la mi-mai**. Cette évaluation concerne tout particulièrement les troupes de choc du régime, comme la 32e brigade. Ces éléments, en pointe au début des opérations contre les insurgés, sont actuellement tenus à l'écart des affrontements, notamment à Misrata. En outre, le flux des mercenaires d'Afrique sub-saharienne venus renforcer les soldats loyalistes ne serait que ralenti. Enfin, des avions d'attaque au sol sont régulièrement obligés de se poser à court de carburant, à force d'attendre la désignation d'un objectif». En revanche, 80% des forces aériennes libyennes auraient été détruites. Un bilan qui confirme l'efficacité des premières semaines de «campagne» menées par la coalition et leurs récentes limites.

Une montée en puissance soutenue de façon pour le moins frileuse par les alliés.

Le chef de la diplomatie britannique, William Hague, a jugé, comme Alain Juppé, qu'il était «nécessaire de faire monter la pression sur le régime Kadhafi». Mais, à Bruxelles, il s'est prudemment gardé d'annoncer un déploiement sur l'exemple français.

Un printemps libyen orageux

Un changement tactique devenu pourtant inéluctable : « Nous sommes dans une situation de blocage complet. De toute façon, l'opération aérienne va devoir s'arrêter faute d'adversaires. L'opération aérienne a permis qu'il n'y ait pas le bain de sang que toute le monde prédisait, ce qui était l'objectif initial de la zone d'interdiction aérienne. **Mais si l'objectif non dit était d'éliminer Kadhafi et de faire gagner le CNT, là elle a totalement échoué. Il n'y a absolument aucun changement de terrain. Kadhafi est toujours au pouvoir, même si on a détruit une partie de son arsenal. Il s'est passé des choses essentiellement la première semaine et depuis en gros la mi-mai. Il y a eu plusieurs tentatives d'éliminer Kadhafi depuis la mort de son fils, mais pour l'instant on ne voit rien de vraiment concret »** expliquait **Eric Denécé, spécialiste du renseignement**, de retour d'une mission d'évaluation à Tripoli et Benghazi dont tous les éléments n'ont pas encore été dévoilés. Et le temps presse entre la fin du mandat de l'ONU prévu pour le 30 juin, même s'il peut être reconduit et le début du ramadan qui pourrait avoir des conséquences sur le terrain.

Un sentiment partagé par Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, auteur pour le Centre Français de Recherche sur le renseignement (CF2R) d'une tribune intitulée « *le printemps libyen sera orageux* ».

Gagner la paix...

Un texte qui pointe la précipitation de l'engagement dans le conflit, les évaluations hasardeuses des forces en présence et questionne les buts poursuivis dans cette opération:

- « **Le « Conseil National de Transition » qui s'est mis en place à Benghazi et qui dépend totalement du bon vouloir de l'Égypte pour ses approvisionnements en vivre et en armes ainsi que pour ses relations extérieures (...) n'est pas composée de « perdreaux de l'année ».** Outre quelques personnalités du régime Kadhafi qui ont senti le vent tourner, elle comporte le « Front national pour la sauvegarde de la Libye » qui a depuis longtemps son siège en Arabie Séoudite et qui est le faux-nez des intégristes, le « Comité libyen pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme » qui a son siège à Londres et à Washington, « L'union des monarchistes » qui a son siège au Caire et fédère les intérêts de l'importante confédération tribale des Senoussi, hostile aux Gueddafa. On a même vu réapparaître à la tête des militaires insurgés, sorti d'on ne sait trop où, le colonel Khalifa Haftar que les Anglo-Saxons avaient chargé dans les années 80 de constituer en Libye une force dissidente contre l'armée régulière ».

- « Plus troublant est l'engagement rapide et massif des armées occidentales dans le conflit. Que Kadhafi soit un dictateur fantasque et prédateur qui n'aurait pas hésité à noyer la rébellion dans le sang ne fait pas de doute. Et son éventuel départ ne chagrinerait personne. Mais il est loin d'être le seul au monde dans ce cas et l'Occident assiste ou a assisté l'arme au pied sans rien dire à bien d'autres épisodes de ce genre au Soudan, en Côte d'Ivoire, au Yémen, à Bahreïn où les blindés séoudiens ont maté une révolte des chiïtes majoritaires contre leur Émir sunnite dans l'indifférence généralisée de la presse occidentale. L'ONU a décidé d'un mandat d'intervention en Libye, mais il en existait aussi au Soudan ou en Côte d'Ivoire. **Le mandat onusien pour la Libye était relativement clair mais son application paraît sujette à d'inquiétantes dérives au point qu'on se demande quel est l'objectif réellement poursuivi.** Dissuader une armée constituée d'employer ses énormes moyens pour écraser une rébellion est une chose. Armer les rebelles, lâcher au sol des forces spéciales, autoriser des membres des services spéciaux à intervenir sur le terrain en est une autre qui ne figure pas dans le mandat ONU ».

- « L'empressement de la diplomatie française à se « placer » auprès des rebelles après avoir courtisé le chef de l'État libyen pendant dix ans est pour le moins suspecte. La rapidité de l'entreprise pétrolière nationale qatarie à venir signer à Benghazi des contrats d'exploitation d'infrastructures locales qui ne sont même pas encore sous le contrôle des insurgés ne l'est pas moins. **Une ambiguïté certaine commence à peser sur cette intervention. Quels sont les buts de cette guerre ?** Sans doute serait-il temps pour la coalition de les préciser car l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) commence à s'en inquiéter tout autant que la Ligue Arabe qui l'a manifesté par ses hésitations. Hormis l'Égypte qui a sans doute ses vues sur l'issue de la crise, les autres voisins de la Libye, en particulier l'Algérie, la Tunisie et le Tchad n'ont aucun intérêt à voir le désordre s'installer durablement dans la région ».

« *Si vis pacem, para bellum* » (NDLR: Si tu veux la paix, prépare la guerre), l'adage latin est connu. Engagé dans la précipitation et la confusion par l'activité parallèle d'acteurs non-officiels dont l'engagement a « brouillé » les pistes, selon certains diplomates, le conflit s'intensifie et de sérieux doutes pèsent sur l'évolution démocratique du pays. Le pouvoir finira par tomber mais le spectre de l'éclatement du pays pose question. De même que la légitimité de ceux qui seront appelés à remplacer Kadhaf. La plupart d'entre eux sont issus de « milieux réactionnaires, islamistes, monarchistes, arrivés dans les soutes d'armées étrangères, mûris dans leurs chancelleries, voire au sein de leurs services spéciaux ». **Quand on connaît les moyens déjà déployés pour tenter de gagner une guerre à l'issue forcément incertaine, sera-t-on prêt à en déployer autant pour s'occuper de la paix ?**

Régis Soubrouillard

Mercredi 25 Mai 2011

cc flickr B.R.Q.

Plainte contre Sarkozy pour crimes contre l'humanité en Libye?

Deux célèbres avocats français, l'ancien ministre Roland Dumas et Jacques Vergès, ont annoncé dimanche à Tripoli qu'ils comptaient déposer plainte contre le président français, Nicolas Sarkozy, pour "crimes contre l'humanité" en Libye.

Au cours d'une conférence de presse à Tripoli, un représentant du ministère libyen de la Justice a indiqué que les deux avocats s'étaient portés "volontaires" pour soutenir une plainte des familles des "victimes des bombardements de l'Otan" contre le président Sarkozy, dont le pays a pris la tête des opérations de la coalition internationale en Libye.

"Les deux avocats vont porter plainte au nom des familles libyennes devant les tribunaux français", a déclaré Ibrahim Boukhzam, en présence d'une trentaine de représentants de familles qui ont signé des procurations aux deux avocats.

Me Dumas, ancien ministre socialiste, a indiqué avoir été "stupéfait de constater que cette mission (de l'Otan) qui vise à protéger les civils est en train de les tuer". Il a dénoncé "une agression brutale contre un pays souverain", et a affirmé qu'il était prêt à défendre le colonel Mouammar Kadhafi au cas où il serait jugé par la Cour pénale internationale (CPI).

Qualifiant les pays de l'Alliance atlantique d'"assassins", Me Vergès a fustigé de son côté un "Etat français conduit par des voyous et des assassins". "Nous allons briser le mur du silence", a-t-il dit.

A l'issue d'une visite de deux jours en Libye, les deux avocats ont indiqué qu'ils allaient commencer les procédures juridiques pour le dépôt de la plainte, dès leur retour lundi à Paris.

(belga)

1 Libye

Politique Libyenne

LE GOUVERNEMENT LIBYEN PROPOSE UN CESSEZ-LE-FEU MAIS ÉCARTE TOUT DÉPART DE KADHAFI.

Le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, s'est de son côté entretenu dans la journée avec Baghdadi Al-Mahmoudi, premier ministre de Mouammar Kadhafi qui a indiqué plus tôt dans la journée avoir demandé à l'ONU et à l'Union africaine de fixer une date et une heure précises pour un cessez-le-feu et d'envoyer des observateurs, tout en écartant à nouveau tout départ du colonel Mouammar Kadhafi du pouvoir.

"Le représentant de Tripoli a demandé de l'aide pour parvenir à des accord sur un cessez-le-feu et le début de discussions sans conditions préalables", a indiqué le ministère des affaires étrangères dans un communiqué.

Aucune confirmation d'une demande de médiation à la Russie n'a pu être obtenue dans l'immédiat auprès des délégations française, britannique et américaine, présentes à Deauville.

Par ailleurs, selon la télévision d'Etat libyenne, l'OTAN menait jeudi soir des frappes aériennes contre la capitale libyenne Tripoli. La télévision libyenne a parlé de bombardements à la fois contre des objectifs civils et des objectifs militaires. De son côté, la chaîne Al-Arabia a évoqué des frappes de l'OTAN contre la ville de Tadjoura, dans les environs de Tripoli.

LEMONDE.FR avec AFP | 26.05.

Les grandes manœuvres

Telesur : Les tribus Libyennes ne négocieront pas le départ de Kadhafi.

Les leaders de l'association des tribus africaines en Libye ont affirmé ce mercredi que l'unité territoriale du pays n'est pas négociable, de même que la sortie de Mouammar Kadhafi, qu'ils considèrent comme le leader de la Révolution Verte et comme "un leader symbolique pour eux", a rapporté le correspondant de Télé sur à Tripoli, Rolando Segura.

"Selon ce que nous ont dit les organisations de la société civile, elles ne permettront pas la négociation de l'unité territoriale de la Libye et considèrent le colonel Kadhafi comme l'unique élément qui pourrait garantir l'unité du pays", a dit Segura.

Il a ajouté que les leaders de La Conférence Nationale des tribus de Libye ont condamné les violents bombardements qui ont eu lieu à l'aube de ce mercredi et "ont réaffirmé leur volonté, comme force morale et éthique de la société libyenne, d'impulser un processus qui permette la paix dans le pays"

Segura a informé qu'en moins de 24 heures l'OTAN en est venue à attaquer Tripoli avec une intensité particulière, avec les bombardements les plus violents contre la capitale de la Libye.

"Au moins 18 missiles en une demi-heure et ensuite 5 missiles de plus" ont été enregistrés à Tripoli, et la télévision libyenne a annoncé qu'une mosquée a été touchée.

"Le gouvernement a révélé que l'escalade de la violence envers des objectifs civils atteint 16 morts et quelques 130 blessés par des bombardements sur des installations civiles dans la capitale", a ajouté le correspondant.

Segura a dit que les stratégies poursuivies par l'OTAN contre de supposés objectifs militaires à Tripoli, affectaient la population et "engendraient la terreur et le mécontentement dans la population civile.

"Les gens sortaient désespérés à l'aube parce-qu'ils ne savaient d'où étaient tombés les 18 missiles en à peine une demi-heure", a-t-il dit.

Les représentants des tribus africaines ont invité la population à participer au processus de paix qu'elles ont entrepris et ont appelé l'attention sur le fait que **le Conseil National de Transition Libyen ne réunit pas toutes les forces opposées au gouvernement "car il y a beaucoup de représentants de l'opposition qui sont contre le CNT"**.

"Les tribus ont appelés à des discussions pour appuyer la feuille de route stratégique proposée par l'Union Africaine pour parvenir à une solution pacifique au conflit interne" qui dure depuis maintenant plus de trois mois. (...) Le président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, viendra lundi prochain à Tripoli pour discuter avec le leader Libyen, Mouammar Kadhafi, de la possibilité d'une solution au conflit qui affecte le pays nord-africain depuis plus de trois mois, selon un communiqué de la Présidence Sud-africaine.

May 26,

Telesur

Source : <http://www.radiomundial.com.ve/yvke...>

URL de cet article 13801

<http://www.legrandsoir.info/Les-tribus-Libyennes-ne-negocieront-pas-le-depart-de-Kadhafi.html>

2 Pays Arabes & voisins

Union Africaine

Le conflit en Libye : Au centre d'un sommet extraordinaire de l'UA aujourd'hui.

La situation en Libye, où l'OTAN poursuit ses frappes militaires, sera, aujourd'hui à Addis-Abeba, au centre d'un sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) qui tente depuis plusieurs semaines de favoriser une solution politique au conflit sur la base de la feuille de route adoptée le 10 mars dernier par son Comité ad hoc de haut niveau sur la Libye.

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Abdel Ilah Khatib, a indiqué qu'il accompagnera le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon dans la capitale éthiopienne pour "*assister au sommet de l'Union africaine et avoir des consultations avec des responsables de l'UA et des pays membres sur les moyens de régler politiquement la crise libyenne*". Ce sommet extraordinaire de l'UA prévu pour deux jours "*sera l'occasion d'examiner la situation prévalant en Libye, sur la base du travail que mène le comité ad hoc de haut niveau de l'UA sur la Libye, et d'autres situations de conflit (en Afrique), aux fins d'articuler des réponses collectives africaines en vue de leur règlement rapide*", selon un communiqué de l'organisation.

Le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, a déploré le manque d'intérêt accordé par la communauté internationale à l'initiative africaine pour mettre fin aux hostilités en Libye par des moyens diplomatiques et via des négociations entre les parties en conflit.

"*Nous (l'Union africaine) ne sommes pas très écoutés et nous voyons que la résolution 1973 de l'ONU qui concernait l'humanitaire, qui est basée sur la responsabilité de protéger (les populations civiles) (...) est pratiquement déjà violée dans l'esprit et la lettre*", a-t-il déploré.

La dernière réunion en date s'est tenue dimanche, réunissant le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et sécurité (CPS) de l'UA qui ont souligné la nécessité d'un cessez-le-feu crédible et vérifiable, encourageant l'UA et l'ONU, ainsi que d'autres acteurs intéressés, à ouvrir pour cet objectif.

La feuille de route de l'UA souligne notamment la nécessité d'une "*cessation immédiate de toutes les hostilités, de la coopération des autorités libyennes concernées pour faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire aux populations dans le besoin et de la protection des ressortissants étrangers y compris les travailleurs migrants africains vivant en Libye*".

Dans le cadre des efforts visant à résoudre la crise libyenne, des chefs de tribus libyennes ont transmis une lettre au secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, lors d'une rencontre au Caire, dans le but d'encourager une solution pacifique au conflit, selon des médias égyptiens.

La capitale égyptienne doit également accueillir lundi prochain une réunion sur la Libye avec la participation de responsables de la Ligue arabe, de l'ONU, de l'UA, de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), d'après une source au sein de l'organisation panarabe.

Par ailleurs, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, et qui s'était opposée à l'intervention militaire de la coalition étrangère en Libye, a souhaité que le sommet extraordinaire de l'UA, permettra d'édicter des mesures qui mettront fin aux hostilités dans ce pays. "*J'espère que grâce à cette rencontre, une ligne susceptible de mettre un terme à l'effusion de sang sera formulée à partir des propositions qui se trouvent sur la table de négociations, dont l'initiative du Conseil national de transition (CNT, rébellion)*", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

M. Lavrov a estimé aussi que le CNT constitue un "*partenaire légitime*" de négociation sur l'avenir de ce pays. La Russie a reçu la veille Abdel Rahman Shalgam, un ancien ministre des Affaires étrangères et ambassadeur de Libye à l'ONU. Le CNT, rappelle-t-on, a été reconnu par certains pays notamment occidentaux qui le considèrent comme seul représentant du peuple libyen. Les Etats-Unis ont invité les rebelles à ouvrir une représentation à Washington.

Sur le terrain, les forces de l'Otan poursuivaient toujours mardi leurs opérations militaires, au moment où certains pays de la coalition, comme la France, ont décidé de renforcer leurs moyens militaires intervenant en Libye, notamment par l'envoi d'hélicoptères de combats pour participer aux frappes.

Dans la nuit de lundi à mardi, au moins 19 personnes ont été tuées et 130 autres blessées à Tripoli dans des raids de l'Otan, a déclaré le porte-parole du gouvernement libyen, Moussa Ibrahim. L'Otan a confirmé de son côté avoir mené des raids à Tripoli.

24 mai 2011

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/12420>

3 Les alliés (contre la Libye)

Usa

Les grandes manœuvres

Washington fait un geste envers les rebelles,

Le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires du Proche-Orient, [Jeffrey Feltman](#), annonce mardi à Benghazi, fief des insurgés dans l'est de la Libye, avoir remis à la rébellion une invitation officielle à ouvrir une représentation à Washington. "J'ai remis au nom du président [Barack] Obama une invitation formelle au Conseil national de transition [CNT] pour ouvrir une représentation à Washington", a indiqué M. Feltman au cours d'une conférence de presse.

"Nous sommes heureux qu'ils l'aient acceptée", a-t-il ajouté.

M. Feltman est arrivé dans la nuit de dimanche à lundi à Benghazi et a rencontré lundi des responsables de la rébellion, dont son leader, [Moustapha Abdeljalil](#), selon [Nathaniel Tek](#), un porte-parole de la représentation américaine à Benghazi. "La visite du sous-secrétaire d'Etat [Feltman](#) est un autre signe du soutien des Etats-Unis au CNT, un interlocuteur légitime et crédible pour le peuple libyen", a souligné le département d'Etat dans un communiqué publié à l'occasion de la visite de M. Feltman. C'est la première visite d'un responsable de ce niveau de l'administration américaine à Benghazi.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters

24.05.

Otan

Des Canons ...

Rappel

Opération Unified Protector

Le 27 mars, les États membres de l'Alliance ont décidé de prendre en charge l'ensemble de l'opération militaire en Libye au titre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'objectif de cette opération, désignée Unified Protector, est de protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque. L'OTAN mettra en œuvre tous les aspects militaires de la résolution de l'ONU.

Les Alliés sont tous déterminés à remplir leurs obligations en vertu de la résolution de l'ONU. Depuis qu'elle a été votée, le 17 mars, ils ont agi rapidement et de manière décisive pour faire respecter l'embargo sur les armes et imposer la zone d'exclusion aérienne qu'elle prévoit, et prendre d'autres mesures visant à protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque.

L'OTAN est impartiale dans cette opération. La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU s'applique à toutes les parties. L'OTAN engage cette action dans le cadre d'un large effort international et compte bien collaborer avec ses partenaires dans la région.

Le transfert des opérations de la coalition à l'OTAN sera soigneusement coordonné de façon à ce que la déconfliction soit assurée et qu'une couverture militaire complète soit maintenue en permanence.

Contexte et chronologie

Suite au soulèvement populaire qui a débuté à Benghazi le 17 février 2011, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1970, qui instaure un embargo sur les armes, qui gèle les avoirs personnels des dirigeants libyens et qui impose une interdiction de voyager aux hauts responsables.

Le 8 mars, compte tenu des préoccupations internationales de plus en plus vives suscitées par la crise libyenne, l'OTAN a intensifié ses opérations de surveillance en Méditerranée centrale, en déployant des avions AWACS chargés de surveiller la zone 24 heures sur 24. Ces « yeux dans le ciel » fournissent à l'OTAN des informations détaillées sur les mouvements dans l'espace aérien libyen.

Le 10 mars, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont entériné la décision du SACEUR de dérouter des navires de l'Alliance dans cette même zone pour y renforcer la surveillance.

Le 17 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1973, par laquelle les États membres et les organisations régionales sont autorisées, entre autres, à prendre « toutes mesures nécessaires » pour protéger la population civile libyenne.

Le 22 mars, l'OTAN a répondu à l'appel de l'ONU en lançant une opération destinée à imposer un embargo sur les armes à la Libye. Le 23 mars, l'opération OTAN d'embargo sur les armes commençait.

Des navires et des appareils de l'OTAN opèrent en Méditerranée centrale afin de veiller à ce que l'approvisionnement en armes de la Libye par la mer soit interrompu. Ils sont autorisés à stopper et à inspecter tout bâtiment soupçonné de transporter des armes ou des mercenaires.

Les navires de l'OTAN n'entreront pas dans les eaux territoriales libyennes. L'OTAN n'a nullement l'intention de déployer des forces terrestres où que ce soit sur le territoire libyen.

Le 24 mars, l'OTAN a décidé d'imposer, au-dessus de la Libye, la zone d'exclusion aérienne prévue dans la résolution de l'ONU. Cette dernière demande l'interdiction, dans l'espace aérien libyen, de tous les vols, à l'exception des vols humanitaires ou d'acheminement d'une assistance, afin que les populations et les zones civiles ne puissent être la cible d'attaques aériennes.

28-03

L'OTAN accentue sa pression sur le régime kadhafiste

RAID LE PLUS IMPORTANT

Au moins trois personnes ont été tuées et 150 blessées lors de raids de l'OTAN sur Tripoli dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 mai, a annoncé le porte-parole du gouvernement libyen. Moussa Ibrahim a ajouté que l'Alliance atlantique avait mené *"entre douze et dix-huit raids contre une caserne de la garde populaire"*, des unités de volontaires qui épaulent l'armée. Dans un communiqué, l'OTAN affirme, quant à elle, avoir pris pour cible un entrepôt de véhicules militaires à Tripoli, près de la résidence du colonel Kadhafi. Selon l'alliance, ce site *"est connu pour avoir été actif au début de la répression contre la population en février 2011 et l'est resté depuis en réapprovisionnant les forces du régime qui mènent des attaques contre les civils innocents"*.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters

24.05.

Trois jeunes Libyens sont morts dans le raid aérien de l'OTAN dans la nuit du 23 au 24 mai 2011. Ils ont été amenés à l'hôpital proche des explosions, à Tripoli.AFP/IMED LAMLOUM

La presse étrangère à Tripoli estime que ces attaques sont les plus violentes depuis le début des opérations contre le régime kadhafiste, il y a deux mois. Plus d'une quinzaine de puissantes explosions ont été entendues dans le secteur de Bab al-Aziziya, résidence du colonel Mouammar Kadhafi, alors que des avions de chasse volaient à basse altitude. Selon un journaliste de l'AFP, les raids qui ont commencé mardi vers 1 heure ont duré plus d'une demi-heure.

Le porte-parole a affirmé : *"La caserne était vide. La majorité des victimes sont des civils habitant à proximité."* A l'hôpital de l'avenue Zawiyah, un journaliste de l'AFP a vu trois corps gisant sur des brancards, trois jeunes touchés à la tête, probablement par des éclats d'obus. Selon des témoins à l'hôpital, ces deux frères et leur cousin habitaient l'avenue Essoug, non loin de la caserne visée.

"NOS MAISONS SONT À PROXIMITÉ DES CASERNES"

"Ils étaient sortis après les premiers raids pour voir ce qui se passait. Mais ils ont été gravement touchés par les bombardements qui ont suivi", a indiqué à l'agence de presse un témoin qui s'est présenté comme leur voisin. Dans les autres salles de l'hôpital, des infirmiers s'affairaient autour d'une dizaine de cas. *"D'autres blessés ont été envoyés dans différents hôpitaux"*, a expliqué M. Ibrahim.

"A Tripoli, nos maisons sont à proximité des casernes. Vous pouvez imaginer notre terreur et celle de nos familles à chaque fois qu'il y a des bombardements", a lancé Fathallah Salem, un habitant de l'avenue Essoug qui a dit avoir emmené sa mère, effrayée, à l'hôpital.

Le secteur de Bab al-Aziziya avait déjà été pris pour cible à plusieurs reprises par l'aviation de l'OTAN. L'opération de la coalition internationale contre le régime de Mouammar Kadhafi a été placée, début avril, sous commandement de l'Alliance atlantique.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters

24.05.

L'Otan veut en finir avec le régime Kadhafi devenu apathique

L'Otan intensifie sa tactique d'usure des forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi dans l'espoir d'en précipiter la chute, comme l'illustrent les bombardements violents de Tripoli dans la nuit de lundi à mardi et la décision franco-britannique d'envoyer des hélicoptères de combat.

"Le régime est devenu très apathique depuis quinze jours, il a perdu l'initiative militaire et semble même être sur la défensive, signe que nous sommes sur la bonne voie", a affirmé mardi à l'AFP un haut responsable militaire de l'Otan.

"On se dit qu'il faut accélérer, augmenter le rythme de nos opérations, pour que le fruit tombe tout seul", a-t-il ajouté, l'objectif étant que *"fin juin, début juillet Kadhafi soit tombé"*.

Il n'empêche qu'après deux mois d'une campagne de bombardements lancée le 19 mars et passée sous commandement Otan début avril, les troupes rebelles, mal formées, mal encadrées, mal équipées, progressent peu et que le régime de Tripoli tient toujours.

Pour éviter un enlèvement, avec ses conséquences diplomatiques imprévisibles et son impact sur les finances d'alliés déjà en proie à une crise budgétaire, l'Otan n'a pas le choix, selon ce haut responsable: il lui faut *"accélérer son entreprise de destruction systématique de l'appareil militaire de Tripoli, avec pour objectif la neutralisation définitive des forces de Kadhafi"*.

La décision d'accroître la pression sur le régime date d'il y a un mois, comme en témoignent les frappes répétées au cœur de Tripoli dont celle qui s'est soldée dans la nuit du 30 avril au 1er mai par la mort, non confirmée par l'Otan, d'un fils de Kadhafi et de trois de ses petits-enfants.

Les raids de la nuit de lundi à mardi contre un parc de véhicules proche du complexe de Bab Al-Aziziya, résidence du colonel Kadhafi, vont dans le même sens. Ce ne sont pas les premiers ni les plus violents, a souligné un responsable allié, rappelant que le 13 mai, l'Otan avait bombardé vingt parcs d'engins blindés dans la région de la capitale.

"Les échéances se rapprochent", a souligné un diplomate allié.

Le mandat de l'Otan pour l'opération "Unified Protector" lui donne trois mois. Fin juin, les 28 alliés, dont beaucoup sont absents du théâtre d'opération, voire ont exprimé au départ leur opposition au principe même de l'intervention armée, comme l'Allemagne et la Turquie, devront faire un premier bilan de son action, avant de décider de sa prolongation éventuelle. Dès les 8 et 9 juin, les ministres de la Défense alliés auront l'occasion d'en débattre lors d'une réunion à Bruxelles. D'ici là, la Russie, qui appuie un cessez-le-feu immédiat, et la Chine, sur la même ligne, sont à l'affût d'un faux pas des Occidentaux. Quant aux Etats-Unis, leurs réticences à jouer les premiers rôles signifient qu'il revient aux Européens de prendre leurs responsabilités.

Paris et Londres, pressés de sortir de l'affaire libyenne dès que possible, "refusent la perspective d'un engagement de longue durée", a souligné un diplomate allié.

D'où notamment leur décision, annoncée lundi par les autorités françaises, d'envoyer des hélicoptères de combat en Libye pour être en mesure d'effectuer des frappes plus précises que des chasseurs-bombardiers, sans mettre en danger les civils parmi lesquels les soldats de Kadhafi se cachent.

C'était déjà la raison pour laquelle des "dizaines de membres des forces spéciales des deux pays ont œuvré à Misrata, afin de faciliter le ciblage" des troupes kadhafistes et empêcher la ville de tomber, a confié un officier allié.

Leur intervention - jamais reconnue par les deux pays concernés, ni par l'Otan - a été efficace. La rébellion a réussi le 12 mai à briser l'encerclement des forces gouvernementales après plus de deux mois de siège.

«(...)la procédure par laquelle les dirigeants d'un pays sont déclarés hors-la-loi internationaux et chaque Etat ou groupe régional est invité à se joindre au combat comme il l'entend ressemble effectivement à l'esprit des croisades. Or les déclarations de guerre médiévales n'ont rien à faire en droit international moderne. La justice expéditive et la mêlée générale humanitaire sont des éléments anarchiques qui appartiennent au système prémoderne des puissances impériales qui existait avant l'abrogation du jus ad bellum. (...)

(...)l'OTAN représente un éventail d'intérêts totalement différents de ceux de la région concernée. Au vu de sa composition et de ses objectifs politiques, l'OTAN n'a absolument pas à agir en tant qu'exécutant exclusif des Résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec le chapitre VII de la Charte des Nations Unies.»

Levif.be avec Belga

Mardi 24 mai 2011

L'Otan intensifie ses raids en Libye

L'aviation de l'Otan a procédé tôt mardi à une série de raids nocturnes parmi les plus violents depuis le début, à la mi-mars, des opérations militaires en Libye.

Une douzaine d'explosions ont retenti dans la capitale aux premières heures de la journée.

Moussa Ibrahim, porte-parole du gouvernement libyen, a fait état mardi soir de 19 morts. Le précédent bilan était de trois morts et de 150 blessés.

Les raids visaient la caserne de la Garde populaire, le bâtiment était vide et les blessés sont des personnes habitant à proximité, a-t-il déclaré.

L'agence de presse officielle libyenne Jana rapporte que la mosquée Nouri Bani de Tripoli a été touchée mais cela n'a pu être confirmé de source indépendante.

L'onde de choc déclenchée par les frappes a été si puissante que du plâtre est tombé des plafonds de l'hôtel où résident les correspondants étrangers à Tripoli, à environ deux kilomètres du quartier général de Mouammar Kadhafi.

"C'est certainement, en ce qui concerne une cible unique, l'attaque la plus importante et la plus concentrée que nous avons effectuée à ce jour", a déclaré un responsable de l'Otan à Bruxelles.

Selon l'Otan, engagée depuis deux mois aux côtés des rebelles, c'est un dépôt de véhicules proche du siège du gouvernement qui a été pris pour cible.

"Cette installation est connue pour avoir été utilisée au début de la répression à l'encontre de la population, en février 2011, et qui a continué à l'être ensuite (pour) le réapprovisionnement des forces fidèles au régime qui s'en prennent à des civils innocents", assure l'état-major de l'Alliance dans un communiqué.

Des journalistes, dont les mouvements sont étroitement contrôlés par les autorités, ont été conduits après les raids à l'hôpital central de Tripoli, où les corps de trois hommes touchés à la tête leur ont été présentés.

Un autre homme prénommé Hatim, blessé aux bras et aux jambes, leur a raconté que le toit de sa maison, proche des installations militaires, s'était effondré sur lui et les siens pendant le bombardement.

Emmenées par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les forces de l'Otan procèdent à des frappes aériennes depuis l'adoption en mars de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu qui autorise le recours à la force pour *protéger les civils de la répression*.

"Nous sommes réticents à utiliser la force mais lorsque nos intérêts et nos valeurs se rencontrent, nous savons que nous avons la responsabilité d'agir", écrivent le président américain, Barack Obama, et le Premier ministre britannique, David Cameron, dans une tribune publiée mardi par le Times.

"C'est pour cette raison que nous avons mobilisé la communauté internationale pour protéger le peuple libyen du régime du colonel Kadhafi."

"Nous avons dégradé sa machine de guerre et empêché une catastrophe humanitaire. Et nous continuerons à faire respecter les résolutions de l'Onu avec nos alliés jusqu'à ce qu'elles soient complètement appliquées", ajoutent-ils.

La France a quant à elle décidé d'intensifier son intervention en engageant des hélicoptères d'attaque dans les opérations de combat. "Les Britanniques, qui ont des moyens comparables aux nôtres, vont faire la même chose que nous", a assuré le ministre de la Défense, Gérard Longuet.

Aucune décision n'a encore été prise à ce propos, a toutefois déclaré mardi le secrétaire d'Etat britannique aux Forces armées, Nick Harvey.

"Nous pensons que le temps travaille contre Kadhafi, qu'il ne peut reprendre le contrôle du pays", a commenté lundi Hillary Clinton, jugeant légitime et crédible le conseil de transition mis sur pied à Benghazi par les opposants du dirigeant libyen.

"Leurs capacités militaires s'améliorent et quand, inévitablement, Kadhafi partira, une Libye nouvelle sera prête à aller de l'avant. Nous avons pleinement confiance dans le fruit de nos efforts conjoints", a poursuivi la secrétaire d'Etat lors d'une conférence de presse à Londres.

24/05/2011

Reuters,

19 morts et plus de 130 blessés dans un raid aérien de l'OTAN sur Tripoli

25/05

Un raid aérien de l'OTAN a fait 19 morts et plus de 130 blessés dans la nuit de lundi à mardi à Tripoli, a annoncé un porte-parole du gouvernement.

Moussa Ibrahim a indiqué à Xinhua que le raid, le plus important contre la capitale libyenne depuis deux mois, avait duré plus d'une heure et qu'il avait causé d'importants dégâts matériels.

L'OTAN a mené plus d'une douzaine d'attaques contre des "casernes des gardiens du peuple", des unités de volontaires fidèles aux forces gouvernementales.

La résidence du leader libyen, Mouammar Kadhafi, a également été sérieusement endommagée, les vitres de bâtiments situés à plusieurs kilomètres de là ayant été soufflées par les explosions.

Des habitants de Tripoli ont indiqué que le raid avait causé des scènes de panique, ceux-ci ne trouvant pas d'abris pour se réfugier.

Mardi dernier, l'OTAN avait déjà mené un raid contre la résidence du colonel Kadhafi et des explosions avaient été alors entendues à plusieurs kilomètres à la ronde.

25/05

http://french.news.cn/afrique/2011-05/25/c_13893569.htm

Europe

1 Belgique

25/05

"Le gouvernement ne doit pas demander de prolongation"

Le gouvernement n'a pas à demander de prolongation du mandat accordé par le parlement pour l'engagement militaire en Libye, a affirmé mercredi le ministre des Affaires étrangères, Steven Vanackere, devant le parlement.

"La résolution du parlement (adoptée le 23 mars en séance plénière de la Chambre par 125 voix sur 126 et soutenant la participation belge à l'opération militaire en Libye) ne fixe pas de date" de fin, a-t-il fait observer lors d'une réunion conjointe des commissions des Relations extérieures et de la Défense de la Chambre et du Sénat.

"Il n'est pas question de terme", de "limitation dans le temps", a renchéri M. Vanackere (CD&V), tout en rappelant que les prévisions budgétaires (une douzaine de millions d'euros) avaient été calculées pour trois mois.

"Ce qui a été discuté (mercredi matin au sein du Conseil des ministres restreint), ce n'est pas une prolongation" de la mission, a ajouté le chef de la diplomatie belge lors d'un débat consacré à l'engagement belge dans l'opération "Unified Protector" (ex-"Aube de l'Odyssée" avant le transfert du commandement à l'OTAN).

"Nous avons évalué l'opération et les résultats de notre participation", a précisé M. Vanackere, qui comme le Premier ministre, Yves Leterme (CD&V), a insisté sur la volonté du gouvernement de continuer à informer le parlement.

"On (le gouvernement) continuera à présenter ce qui se passe pour essayer de conserver intact le consensus" du 23 mars, a-t-il ajouté, en reconnaissant au parlement "le droit de voter une autre résolution".

La Belgique met six chasseurs-bombardiers F-16, qui opèrent au départ de la base aérienne d'Araxos (ouest de la Grèce), et un chasseur de mines, le "Narcis", à la disposition de l'Alliance atlantique.

Le coût de la participation a été légèrement revu à la hausse, à 12,6 millions d'euros (au lieu de douze au départ) en raison du nombre plus important d'heures de vol des F-16, a encore dit M. Vanackere, en l'absence de son collègue de la Défense, Pieter De Crem (CD&V), qui se trouvait mercredi à bord du "Narcis" lors d'une escale du chasseur de mines en Crête.

belga

Les F16 belges en Libye vont coûter très cher.

25 mai

La mission des F16 belges engagés en Libye risque d'être beaucoup plus longue que prévu, et aussi beaucoup plus chère. Ils font de plus en plus de sorties, chargés de bombes.

Les F16 belges mènent de plus en plus de missions au-dessus de la Libye dans lesquelles des bombes sont engagées, ressort-il de chiffres du ministère belge de la Défense que le *Standaard* a pu regarder. Plus de deux mois après les premiers bombardements contre le régime du colonel libyen Mouammar Kadhafi, l'inquiétude grandit au sein des membres de l'OTAN impliqués dans l'opération que la guerre dure plus longtemps que prévu et coûte plus cher qu'espéré.

Rien n'indique, après plus de 8.000 vols, dont 3.000 avec bombardements, que le colonel soit prêt à se rendre. Les six F16 belges ont déjà mené, entre le début de l'opération et le 18 mai, 158 vols au-dessus de la Libye, durant 75 missions, selon les chiffres de la Défense. Ils ont effectué des bombardements lors de 39 missions. Ces bombardements n'ont tué aucun civil au sol.

Les différents pays ne peuvent plus, ordre de l'OTAN, communiquer sur leur participation à l'opération, mais les Belges auraient, selon le *Standaard*, largué environ 80 bombes en plus de deux mois. Cette intensification des bombardements explique également pourquoi la guerre en Libye coûtera plus cher que prévu: la Défense avait estimé fin mars le prix de l'engagement des F16 et du chasseur de mines Narcis à 12 millions d'euros. La Défense calcule actuellement que le coût s'élève, pour les trois premiers mois, à 13,2 millions d'euros.

Avec Belga

Mandat sine die pour l'armée belge en Libye ?

Les principaux ministres du gouvernement fédéral, réunis mercredi matin en comité ministériel restreint, ont décidé de demander au parlement une prolongation à durée indéterminée des opérations militaires belges en Libye, a-t-on appris de source gouvernementale.

La Belgique a été l'un des premiers pays en mars à embrayer dans l'intervention militaire internationale contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi. La Défense a mis à disposition du commandement de l'OTAN six chasseurs-bombardiers F-16 et un navire chasseur de mines, le Narcis.

Le mandat initialement prévu court sur trois mois. La question de sa prolongation se pose donc désormais. L'exécutif étant en affaires courantes, il demande d'être couvert par le parlement, comme il l'a fait pour décider de l'engagement militaire belge dans la coalition, obtenant une quasi-unanimité.

Le premier ministre Yves Leterme et le ministre des Affaires étrangères Steven Vanackere doivent répondre en matinée aux questions des députés en Commission conjointe des Relations extérieures et de la Défense. Quant au ministre de la Défense Pieter De Crem, il est actuellement à bord du Narcis en Méditerranée.

(belga 29/05)

2 France

212 sorties d'avions français en une semaine.

Les avions français ont fait 212 sorties dans le ciel libyen au cours de la semaine écoulée, dont 113 ont été consacrées à des "attaques au sol", qui ont notamment ciblé "plusieurs navires militaires dans les ports de Tripoli et Syrte", a annoncé jeudi l'état-major des armées.

En une semaine, "212 sorties ont été effectuées", soit un chiffre légèrement inférieur aux semaines précédentes, en grande partie du fait des conditions météorologiques, a déclaré le porte-parole de l'état-major, le colonel Thierry Burkhard, au cours du point de presse hebdomadaire au ministère de la Défense.

Parmi ces 212 sorties, 113 ont été consacrées à des attaques au sol, et au total, "une trentaine d'objectifs ont été traités" depuis jeudi dernier, a-t-il ajouté. Ont été visés "plusieurs navires militaires dans les ports de Tripoli et Syrte", une demi-douzaine de véhicules militaires, une station radar et une vingtaine de bâtiments et de dépôts de munition.

Interrogé sur le sujet, le colonel Burkhard a confirmé la fourniture par les Etats-Unis de deux avions de transport C-2, et de cinq KC-135 chargés du ravitaillement en vol sur la base d'Istres, dans le sud-est de la France.

Concernant les C-2, ils n'ont pas encore été déployés à Hyères (sud-est), où se trouve un détachement américain (une cinquantaine de militaires) qui prépare leur arrivée, "dans le cadre d'une coopération opérationnelle", a-t-il précisé.

"C'est un avion qui permet d'effectuer du transport et d'être catapulté d'un porte-avions (...). Cela va permettre d'apporter une aide non négligeable en terme de soutien logistique", a signalé le porte-parole de l'état-major.

La France dispose de suffisamment de munitions pour durer (état-major)

L'aviation française dispose actuellement de suffisamment de munitions pour poursuivre ses frappes aériennes entamées le 19 mars en Libye dans le cadre de la coalition internationale, a affirmé jeudi le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Paul Palomeros.

"Pour l'instant nous en avons suffisamment", a déclaré le général Palomeros devant l'Association des journalistes de défense, en soulignant que les avions de combat français tiraient "100% de munitions de précision".

"On les tire à bon escient, avec plutôt une retenue dans l'emploi de la force. Nous pouvons durer comme ça", a-t-il souligné.

L'armée française a constitué, selon lui, des stocks de munitions depuis l'opération aérienne au Kosovo, en 1999. La France contribue à 22 ou 23% des opérations aériennes de la coalition internationale pour faire respecter la

résolution 1973 de l'ONU, qui a autorisé l'emploi de la force pour protéger les populations civiles libyennes, a-t-il souligné. Sa participation aux "opérations offensives", les frappes aériennes, est de l'ordre de 30 à 35%. "Nous sommes très engagés sur les frappes dynamiques", sur les cibles mobiles, en raison de la polyvalence des avions de chasse français, "d'autres pays se concentrent sur les frappes statiques", a-t-il indiqué. Le Pentagone avait annoncé fin avril que les Etats-Unis discutaient avec plusieurs pays de l'Otan intervenant en Libye, sans préciser lesquels, de l'éventuelle fourniture de munitions, dont les stocks s'amenuisent.

26/05

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/705563/Libye%3A_la_France_dispose_de_suffisamment_de_munitions_pour_durer_%28etat-major%29.html

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/705520/Libye%3A_212_sorties_davions_francais_en_une_semaine%2C_des_navires_vises.html

Sarkozy et Cameron préparent le débarquement en Libye.

Au terme du G8, le président français Sarkozy a annoncé qu'il se rendra à Benghazi avec le premier ministre britannique Cameron, car « nous avons les mêmes idées ». Essentiellement une : « La médiation avec Kadhafi n'est pas possible ». Le président Obama a exprimé la même idée : « nous ne lâcherons pas tant que le peuple libyen ne sera pas protégé et l'ombre de la tyrannie disparue ». En termes plus sobres, ils s'apprentent à occuper la Libye.

Et tandis que le G8 demande à Tripoli « la cessation immédiate de l'utilisation de la force », l'OTAN intensifie les incursions aériennes qui, en moins de huit semaines, ont dépassé les 8.500. Elles partent pour la plupart des bases du sud de l'Italie, approvisionnées par les autres. Pise est continuellement survolée par des C-130J et autres avions cargos qui, depuis l'aéroport militaire (*italien, NdT*) transportent aux bases méridionales les bombes et les missiles de la base étasunienne de Camp Darby (préfigurant ainsi ce qui se passera quand entrera en fonction le Hub aérien national, par où transiteront tous les militaires et tous les matériels dirigés vers les théâtres d'opération). Que les attaques aériennes soient la préparation du débarquement, est confirmé par l'entrée en action des hélicoptères français Tigres, probablement flanqués d'Apaches britanniques.

Plus significative encore est l'arrivée en Méditerranée d'un important groupe naval d'attaque, guidé par le plus puissant et moderne porte-avions nucléaire de la classe Nimitz, baptisé George H.W. Bush, en l'honneur du président qui en 1991 fit dans le Golfe la première guerre de l'après guerre froide (nous en sommes aujourd'hui à la cinquième). Long de 333 mètres et large de 40, il a à bord 6 mille hommes, 56 avions (qui peuvent décoller à 20 secondes l'un de l'autre) et 15 hélicoptères, et il est doté des systèmes de guerre électronique les plus sophistiqués. C'est donc une grande base militaire mobile : il a deux réacteurs à eau pressurisée PWR A4W/A1G, dont la vapeur actionne les turbines des quatre hélices. Une centrale nucléaire qui, bien qu'ayant à bord des réacteurs plus dangereux que ceux de Fukushima, entrera dans la baie de Naples et dans d'autres ports.

Le porte-avions George H.W. Bush est flanqué d'un groupe de bataille formé de chasseurs torpilleurs lance-missiles Truxtun et Mitscher, des croiseurs lance-missiles Gettysburg et Anzio et de huit escadrilles aériennes. Il va renforcer la Sixième flotte dont le commandement est à Naples, se joignant à d'autres unités, parmi lesquelles les sous-marins nucléaires Providence, Florida et Scranton. S'est joint aussi à la Sixième flotte un des plus puissants groupes d'attaque amphibie, conduit par le USS Bataan, qui à lui seul peut débarquer 2 mille marines, dotés d'hélicoptères et avions à décollage vertical, artillerie et chars d'assaut. Le bâtiment est flanqué de deux autres navires d'assaut amphibie, le Mesa Verde et le Whidbey Island, qui a effectué du 13 au 18 mai une visite à Taranto (Région Pouilles, NdT). Ce dernier a à son bord quatre énormes véhicules de débarquement à coussins d'air qui, avec un rayon d'action de 300 miles, peuvent transporter rapidement jusque sur la côte 200 hommes à la fois, sans que le navire soit en vue. Tout est prêt, donc, pour le débarquement « humanitaire » en Libye. Aux Européens l'honneur de débarquer les premiers, sous l'aile protectrice du porte-avions Bush.

Manlio Dinucci

Samedi 28 mai 2011

Edition de samedi 28 mai 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.mondialisation.ca/...>

Les institutions

Union Européenne

L'UE gèle les actifs de la compagnie aérienne libyenne Afriqiyah.

L'Union européenne a annoncé mardi le gel des actifs de la compagnie aérienne libyenne Afriqiyah, dans le cadre de l'extension de ses sanctions contre le régime de Mouammar Kadhafi.

La compagnie a été ajoutée à la liste des personnes et sociétés frappées par des sanctions européennes, car elle est filiale du Libyan African Investment Portfolio, "une entité entièrement détenue et contrôlée par le régime", selon un avis publié au Journal officiel de l'UE.

Afriqiyah est une jeune compagnie aérienne libyenne fondée en 2001 avec l'objectif d'assurer des liaisons directes entre

des pays africains sans avoir à transiter par l'Europe.

Elle dessert une vingtaine de destinations en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, à des coûts souvent nettement inférieurs à ceux des compagnies traditionnelles. En Europe, elle a des bureaux à Paris, Bruxelles, Londres, Rome et Amsterdam.

La compagnie utilisait initialement des avions de l'américain Boeing, mais est ensuite passée à l'avionneur européen Airbus, auquel elle avait notamment commandé en 2007 cinq A320 et six A350.

[Ennaharonline](http://ennaharonline.com/fr/international/7507.html)

25/05

<http://ennaharonline.com/fr/international/7507.html>

4 Les observateurs

1 Turquie

La Turquie, face au dilemme libyen.

A quelques jours d'une attaque militaire aux conséquences de plus en plus catastrophiques, Recep Tayyip Erdogan avait fait preuve d'une bonne analyse de la situation.

En fin stratège, il avait estimé que l'OTAN n'avait rien à faire, en Libye, et qu'une intervention armée de l'Alliance, dans une affaire qui ne la regardait pas, s'avérerait, à terme, contreproductive.

Mais passé ce premier moment d'extrême lucidité, de vérité même, le Premier ministre s'est tu. Depuis, la politique libyenne de la Turquie ne cesse de se comporter en une somme de frénétisme, d'improvisations, assortie, par endroit, de confusion et de désistements. A Ankara, qui a tenté, jusqu'au dernier souffle, de préserver le régime Kadhafi des foudres occidentales, les Libyens ou, du moins, une partie d'entre eux, reprochent son refus d'adhérer au camp de ceux qui prônent l'envoi d'armes et de munitions à la rébellion. Au siège du fameux Conseil national de transition, on tient rigueur au chef de la diplomatie turque d'avoir eu la mauvaise idée de chercher à s'entremettre, à deux reprises, entre le tyran et ses adversaires, à obtenir sa grâce, sinon une sortie honorable de la crise. On se rappelle fort bien, en effet, la défiance avec laquelle Erdogan a abordé la Conférence de Paris où les "Grands" ont décidé, en un rien de temps, d'en découdre avec le Colonel. La zone d'exclusion aérienne et les frappes que son instauration a autorisées, n'ont suscité, elles aussi, que, trop tardivement, le consentement turc. Ces barguignages ont, d'ailleurs, valu à la Turquie des manifestations hostiles, en plein Benghazi, où des centaines de Libyens l'ont voué aux gémonies. Mais comment interpréter les clairs obscurs d'une diplomatie turque, d'habitude si promusulmane, sur ce cas particulier qu'est la Libye ? De toute évidence, il y a là les symptômes d'un mal trop ancien, qui a, déjà, coûté le pouvoir à plus d'un dirigeant musulman et qui a pour nom le «pro-yankisme primaire». Depuis le début de la crise, en Libye, le navire de la diplomatie turque tangué, au gré des bourrasques venues de l'autre bord de l'Atlantique. Il est impossible, par exemple, de tromper l'opinion, sur la nature de ce virage à 180 degrés, qui vient de se produire, à Ankara, depuis qu'Hillary Clinton a, ouvertement, annoncé son intention de confisquer les 30 milliards de dollars appartenant à la famille Khadhafi et de les employer à financer la rébellion. L'opinion n'est pas dupe, non plus, quand elle entend le Premier ministre Erdogan réclamer le départ «immédiat» de Kadhafi et la fin du bain de sang, après qu'Obama eut plaidé, dans son discours du 19 mai, en faveur de ce qu'il a qualifié d'effort, pour faire cesser la violence dans la région. Il y a un temps pour tout : un, pour poser des questions, un autre, pour admettre qu'on n'a pas obtenu la bonne réponse.

La Turquie vit dans ce temps là. La bonne réponse à la nouvelle donne qui s'instaure au Moyen-Orient et au Nord de l'Afrique n'est sans doute pas celle que fournit Washington. Et c'est à leurs dépens que les Turcs finiront, tôt ou à tard, par le comprendre.

25/05

<http://french.irib.ir/>

2 Russie

Rogozine : Opération en Libye: l'Otan doit rendre des comptes à l'Onu.

24 mai -

La Russie insiste pour que l'Otan réponde de l'opération en Libye devant le Conseil de sécurité de l'Onu, a indiqué mardi le délégué permanent russe auprès de l'Alliance, Dmitri Rogozine.

"Nous insistons pour que l'Otan rende compte devant le Conseil de sécurité de l'Onu, car c'est l'Alliance qui gère l'application de la résolution (du Conseil de sécurité de l'Onu sur la Libye). Aussi ne s'agit-il pas de rendre compte devant les parlements ou gouvernements nationaux, mais devant l'instance qui a délivré le mandat et réclame sa mise en application complète et sans altération", a dit l'ambassadeur sur la chaîne de télévision Rossia-24.

[..]

24 mai - RIA Novosti

it avoir été approché par les Occidentaux pour une médiation

La Russie a affirmé, jeudi 26 mai, avoir été saisie par les Occidentaux, mais aussi par Tripoli, **d'une** demande de médiation dans le conflit libyen qui, si elle se confirmait, représenterait un développement majeur dans cette crise.

"Des demandes ont été exprimées pour que la Russie assume un rôle de médiateur dans le but de régler la situation en Libye", a déclaré à la presse [Natalia Timakova](#), une porte-parole de la présidence russe. Ces demandes ont été formulées lors de rencontres bilatérales entre [Dmitri Medvedev](#) et le président français [Nicolas Sarkozy](#) d'une part, et le premier ministre britannique [David Cameron](#) et le président américain [Barack Obama](#) d'autre part, selon la porte-parole. Ces trois pays sont parties prenantes dans la guerre engagée en Libye par les Occidentaux, le 19 mars, et aujourd'hui dirigée par l'OTAN. Ils étaient alors intervenus dans l'urgence pour empêcher les troupes loyales à [Mouammar Kadhafi](#) de reprendre le contrôle de la ville de Benghazi, fief de la rébellion.

[LEMONDE.FR avec AFP | 26.05.](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19